

N° 5348<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI**

portant création

- a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;
- b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(6.7.2004)

Par dépêche du 10 juin 2004 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat fut saisi du projet de loi susmentionné. Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs ainsi qu'un commentaire des articles.

Le projet a pour but principal de mettre en place, d'une part, une entité destinée à reprendre le rôle joué jusqu'ici par la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force, sauf que le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé sera un organisme de droit public, alors que la Fédération est une association à caractère privé, et, d'autre part, un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

Les auteurs du projet de loi soulignent à juste titre dans l'exposé des motifs que le Comité directeur aussi bien que le Centre de Documentation prennent pour modèle le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance ainsi que le Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance, tous les deux ayant été créés par la loi du 20 décembre 2002, le projet de loi sous examen voulant „garder un parallélisme étroit avec la loi précitée“.

**Considérations générales**

C'est sur demande de la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force que le Gouvernement a pris l'initiative du projet de loi, le groupe des personnes concernées arrivant à un âge où les enrôlés de force se trouvent de plus en plus dans l'impossibilité d'assumer eux-mêmes les tâches de représentation officielle, mission qui doit échoir à l'avenir au Comité directeur. L'existence de ce Comité n'empiète en rien sur le domaine propre de la Fédération ni des associations qui la constituent – il assume uniquement la représentation de l'Enrôlement forcé à l'égard des autorités publiques.

Soixante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, le cercle des personnes touchées directement par l'enrôlement forcé et le Gouvernement tirent donc dans la situation actuelle les conclusions qui s'imposent: alors que l'enrôlement forcé a été pour les Luxembourgeois l'un des éléments tragiques marquants de l'occupation nazie, les générations qui avaient vécu personnellement ces événements sont en train de disparaître, mais la mémoire des événements passés ne doit pas disparaître pour autant.

La sauvegarde de la mémoire collective est confiée au Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé qui a pour missions principales de réunir la documentation relative à l'enrôlement forcé, d'encourager la recherche scientifique portant sur cet aspect de notre histoire et de prendre les initiatives nécessaires en vue d'entretenir le souvenir de l'enrôlement forcé lors des années à venir. L'exposé des motifs rappelle les différents groupes sur lesquels a pesé l'enrôlement forcé: les classes d'âge entre 1920 et 1927 enrôlées dans le service militaire de la *Wehrmacht* et embrigadées de force dans le *Reichsarbeitsdienst* et le *Kriegshilfsdienst*.

L'article 7 du projet de loi fait le lien avec la loi du 20 décembre 2002 en ce qu'il rend possible une coopération étroite entre le Centre à créer et le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Si le Conseil d'Etat peut se dispenser d'examiner en détail le texte des différents articles du projet de loi, c'est que celui-ci s'inspire très largement du texte de la loi du 20 décembre 2002 qui a tenu compte des observations formulées dans l'avis du 22 octobre 2002 y relatif du Conseil d'Etat (cf. *doc. parl. No 5021*<sup>1</sup>). Il formule néanmoins une proposition de modification à l'égard de l'article 1er: dans le souci de renforcer le parallélisme avec la loi du 20 décembre 2002, il suggère de donner à l'alinéa 1, deuxième phrase, le contenu suivant: „Il constitue l'organe représentatif *devant les autorités publiques* de l'enrôlement forcé.“ L'ajout des mots „devant les autorités publiques“ fera mieux ressortir le fait que le Comité directeur ne prendra pas d'une façon générale la place des associations, mais que celles-ci maintiendront une existence séparée et active.

Enfin, dans le souci d'être complet, le Conseil d'Etat voudrait attirer l'attention des auteurs du projet de loi sur la nécessité d'adapter le texte de l'article 4, premier tiret, dont le passage „l'article 5 de la loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat“ doit se référer à la nouvelle loi sur les instituts culturels de l'Etat qui n'est pas encore entrée en vigueur au moment de l'émission du présent avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 juillet 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES